

Bénin UNACOTAMO : une initiative en économie informelle



par Fabien Habimana

Selon les membres de l'UNACOTAMO, le métier de chauffeurs de taxis-motos au Bénin (communément appelés « zémidjan »), aurait timidement commencé dans les années 70. Il s'est au fur des années fort développé et particulièrement vers 1990, en raison de la crise économique sans précédent que le Bénin a connu depuis 1987.

Pour juguler cette crise économique, la période 1990-1997 a été marquée par des mesures de l'Etat, qualifiées d'ajustement structurel, dont la dévaluation du franc CFA, la réduction des dépenses publiques à un minimum incompressible, la diminution et le gel des recrutements des travailleurs de la fonction publique, la libéralisation de l'économie...

Il va sans dire que de telles mesures ne pouvaient s'appliquer sans laisser de conséquences désastreuses et de réactions pour la survie de différentes couches sociales de la population. Des milliers de travailleurs et de jeunes diplômés de l'enseignement secondaire et universitaire se sont retrouvés sans emplois et sans perspectives. Les revenus devenaient de plus en plus rares et l'accès aux services sociaux essentiels de base, comme la scolarisation des enfants, les soins de santé, était un luxe que seule une minorité de Béninois pouvaient se payer. Face à cette crise et à cette chute vertigineuse de l'emploi, de multiples activités informelles se sont développées à l'abri de toute forme de réglementation. Elles procuraient à la fois de petits boulois à la majorité de cette main d'œuvre et de maigres revenus de subsistance à un nombre toujours croissant de personnes.

L'UNACOTAMO compte aujourd'hui plus de 5.000 membres.

L'Union nationale des conducteurs de taxis-motos, couplée des syndicats de base formés par zone géographique à travers le Bénin, s'est formellement constituée en 1995. Les pionniers de cette union syndicale ont impulsé ce regroupement pour permettre à l'ensemble de ces travailleurs de mieux s'organiser, de développer des services en leur faveur et de faire reconnaître leurs droits au sein de la société béninoise, en tant que travailleurs qui contribuent aussi au développement du pays.

Utilité d'un transport en commun

L'une de ces activités était le transport de passagers à motos, un métier qui commençait déjà à faire la preuve de sa durabilité, vu le nombre croissant de la population urbaine, attirée par l'illusion selon laquelle les villes seraient en mesure de garantir des lendemains meilleurs. Ainsi, le nombre de zémidjans s'est considérablement accru, jusqu'à atteindre aujourd'hui environ 170.000 personnes. Ce métier assure presque 80% du transport urbain, étant donné l'absence d'autres services de transports en commun organisés à grande échelle. L'UNACOTAMO compte plus de 5.000 membres et la grande majorité du reste de ces travailleurs ne sont pas organisés. Ils figurent parmi les travailleurs les plus vulnérables si on considère leurs revenus et leurs conditions de vie et de travail. En effet, la plupart conduisent des motos qui ne leur appartiennent pas et versent un

montant fixe par jour, variant entre 2 et 4 € aux propriétaires des motos. Le minimum d'heures de travail par jour est de 15 heures pour un revenu net équivalent à 2 ou 3 €. Ce revenu est loin d'être suffisant pour couvrir les besoins de base d'un ménage.

Un projet intégré de développement

Face à cette situation, l'UNACOTAMO ne s'arrête pas aux besoins de déplacement. Pour permettre à ses membres et à d'autres personnes intéressées de se faire soigner convenablement et à moindre coût, l'UNACOTAMO a créé une mutuelle (ALAFIA) qui couvre les soins de santé de ses adhérents sur base de leurs propres cotisations. ALAFIA offre également d'autres services dont la prévention contre le paludisme et autres maladies courantes et gère la problématique d'accès aux médicaments. Le centre de santé d'UNACOTAMO dispose d'une pharmacie qui permet aux patients d'obte-



Photo: Sothi Alex

Les différents services proposés par l'UNACOTAMO bénéficient à plus de 40.000 personnes.

nir des médicaments essentiels génériques à des prix abordables. Les membres d'UNACOTAMO bénéficient aussi d'un service d'entretien des motos et de fourniture de pièces de rechange de bonne qualité, à des prix compétitifs sur le marché national.

Par ailleurs, l'UNACOTAMO a été à l'origine de la création en 2003 d'une caisse d'épargne-crédit pour les femmes (150 adhérentes) en grande majorité épouses des militants d'UNACOTAMO. Chacune d'elles ayant ses propres activités, l'accès aux fonds d'investissement et aux fonds de roulement à un coût relativement supportable est beaucoup plus facile qu'il ne l'est auprès des banques classiques. Leurs activités permettent ainsi d'augmenter les revenus des ménages. Toutes ces initiatives ont été soutenues par Solidarité Mondiale. D'autres projets sont déjà en chantier.

De nouvelles perspectives

Selon une étude réalisée en 2001 par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), environ 77 % des conducteurs de taxis-motos sont jeunes (20-39 ans) et presque 50 % d'entre eux sont analphabètes. Avec le soutien de Solidarité Mondiale et de la Région Wallonne, l'UNACOTAMO a lancé dès 2006 un programme triennal d'alphabétisation de tous ceux qui en ont besoin, qu'ils soient membres du syndicat ou membres de la mutuelle d'épargne-crédit (femmes).

Un autre type de formation spécifique est également envisagé et porte sur la circulation routière. Il s'est depuis longtemps avéré que beaucoup d'accidents de motos au Bénin sont dus au fait que ce métier ne requiert aucune qualification, ni de permis de conduire ; ce qui est un réel danger pour les conducteurs eux-mêmes et les autres usagers de la route. Selon la BOAD, la grande majorité des conducteurs n'a reçu aucune formation de conduite et plus de 32% de ces chauffeurs s'occupent de familles de 5 à 8 personnes qui ne se déplacent qu'en moto !

Le milieu et l'environnement de vie des zémidjans ne sont guères des plus sains. Le



Photo: Sothi Alex

niveau de revenu ne leur permet pas de vivre dans des zones à l'abri de la pollution urbaine. L'UNACOTAMO vient de lancer une initiative dénommée « Zem Eco » qui consiste à collecter et à transformer les ordures ménagères en compost pour l'utiliser dans la production agricole en zones périphériques de la ville de Cotonou.

Dans le cadre de ce projet, les initiatives des femmes vont être renforcées en termes de capacités de production et d'écoulement des biens dont les familles ont besoin afin de réduire la pauvreté et la sous-alimentation dans les familles. Il s'agit de l'installation d'une unité de production et de stockage d'huile de palme, de la collecte et du stockage des céréales en période de récoltes pour les revendre en priorité aux familles des zémidjans et aux groupes vulnérables. Un moulin à maïs sera aussi installé pour diversifier le mode de consommation et de commercialisation.

Toutes ces activités seront, en fin 2006, regroupées sur un seul site aménagé pour rationaliser les ressources et faciliter les opérations et les services à effectuer en un même lieu (épargne-crédit, achats, vente, stockage, formation, échanges...).

Ces différents services qui se mettent en route bénéficieront directement à une population évaluée à 40.000 personnes, composée essentiellement de familles de chauffeurs de taxi-motos. D'une manière indirecte, toute la population de la localité environnante du site d'implantation en sera bénéficiaire, notamment les acteurs du secteur informel.

Une nouvelle forme de combat

Dans un contexte où les revendications des travailleurs ne retiennent l'attention que quand elles s'inscrivent dans la référence classique « gouvernement - patronat - travailleurs », il n'est pas facile pour ces organisations du secteur informel de se faire entendre comme travailleurs et de jouir d'un cadre légal qui leur permet d'exercer leur métier.

Les différentes initiatives butent à la fois sur cette question de conquête de droits à l'instar des autres travailleurs salariés et de la démonstration de la limite du champ de leurs activités comme syndicat. Confrontés à de multiples préoccupations de survie, ces travailleurs et leurs organisations inventent au quotidien diverses actions et services pour améliorer leur quotidien.

N'est-ce pas là une nouvelle forme d'organisation qui présagerait un nouveau mode d'organisation des travailleurs, qui combine à la fois la promotion et la défense de leurs droits et la création d'un espace d'auto-développement adapté aux structures économiques et sociales de leur environnement ? De telles initiatives portées par des travailleurs socialement défavorisés, qui tirent l'informel vers le formel témoignent d'une solidarité suffisamment ancrée dans l'action. Neere soutien est la manifestation de notre solidarité à la leur. ■